DÉCISION DU COMITÉ DE RÉVISION

Commission des services juridiques

NOTRE DOSSIER :	06-1144
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE :	
BUREAU D'AIDE JURIDIQUE :	
DOSSIER(S) DE CE BUREAU :	H0700448-01
DATE :	Le 15 mars 2007

Le demandeur demande la révision d'une décision du directeur général qui lui a refusé l'aide juridique en raison de son inadmissibilité financière en vertu des articles 4.1 de la *Loi sur l'aide juridique* et 18, 20 et 21 du *Règlement sur l'aide juridique*.

Le demandeur a demandé l'aide juridique le 7 février 2007 pour être représenté dans le cadre d'une requête pour garde d'enfants et pension alimentaire.

L'avis de refus d'aide juridique a été prononcé le 7 février 2007. La demande de révision a été reçue en temps opportun.

Le Comité a entendu les explications de la procureure du demandeur lors d'une audience tenue par voie de conférence téléphonique le 15 mars 2007.

La preuve au dossier révèle que la situation familiale du demandeur est celle d'un adulte et de quatre (4) enfants. Le demandeur reçoit des prestations de la Commission de la santé et sécurité du travail (CSST) de 75,55 \$ par jour, soit 27 575,75 \$ par année. De ce montant, nous devons soustraire 8 852 \$ que le demandeur paie de pension alimentaire pour établir son revenu aux fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique à 18 723 \$. L'avocat du bureau d'aide juridique a considéré que la situation familiale du demandeur était celle d'une personne seule parce que le demandeur n'a pas de jugement qui lui octroie la garde de ses enfants alors que dans les faits il en a la garde physique.

Au soutien de sa demande de révision, le demandeur allègue qu'il n'a pas les ressources financières pour payer les honoraires de son avocat et que les enfants cohabitent avec lui.

De l'avis du Comité, pour les fins de l'admissibilité financière à l'aide juridique, on doit considérer la garde de fait des enfants malgré l'existence d'un jugement à l'effet contraire.

CONSIDÉRANT que, en vertu de l'article 4 de la *Loi sur l'aide juridique*, l'aide juridique n'est accordée qu'à une personne qui démontre que ses revenus, ses liquidités et ses autres actifs, tels que déterminés par les règlements et, selon ce que prévoient les règlements, ceux de sa famille n'excèdent pas les niveaux et valeurs d'admissibilité financière déterminés par règlement;

CONSIDÉRANT que le revenu familial estimé pour l'année 2007 s'élève à 18 723 \$;

CONSIDÉRANT que les revenus du demandeur dépassent le niveau annuel maximal de 15 816 \$ prévu pour l'aide gratuite mais qu'ils se situent en deçà du niveau annuel maximal de 19 176 \$ prévu pour l'aide moyennant une contribution maximale de 400 \$ pour une famille formée d'un adulte et de quatre (4) enfants;

PAR CES MOTIFS, le Comité accueille la demande de révision et infirme la décision du directeur général et déclare le demandeur admissible à l'aide juridique moyennant le paiement d'une contribution maximale de 400 \$.

Me CLAIRE CHAMPOUX

Me MANON CROTEAU

Me JOSÉE FERRARI